

Mercredi (soir) 21 janvier 2015

Direction de l'instruction publique

31 2013.RRGR.1161 Rapport Stratégie de protection du patrimoine du canton de Berne

La présidente. Nous passons à l'affaire 31. Je l'ai dit ce matin, il nous faudra un peu plus que dix minutes. J'ai compté que nous en aurons environ pour trois heures. *(La présidente agite sa cloche.)* J'aimerais que vous écoutiez pour pas que vous demandiez ensuite comment cela va se passer. Tout d'abord, la présidente va prendre la parole et elle expliquera aussi les déclarations de planification. Puis nous aurons une vingtaine de déclarations de planification. Chacun s'exprimera sur sa déclaration de planification et si, par hasard, vous voulez la retirer, faites-le à ce moment-là. Ensuite, nous reprendrons avec la présidente, qui nous donnera son avis sur les déclarations de planification, sur le comportement à adopter pour le vote. Puis nous aurons les groupes, huit groupes, qui prendront la parole et qui expliqueront comment voter à leur groupe. Suivront les intervenants à titre individuel et enfin M. le conseiller d'Etat. C'est en ordre? – Nous prenons les déclarations de planification telles qu'elles sont sur la version 6, l'une après l'autre, comme sur la liste.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

1. Le Service des monuments historiques est chargé de réexaminer en l'espace des cinq prochaines années la liste des objets et groupes de bâtiments figurant à l'inventaire du canton de Berne et des communes comme étant dignes de conservation et de protection. A l'issue de ce réexamen, le nombre des bâtiments ne dépassera pas les 6 pour cent de la totalité. Le but est de faciliter la densification du milieu bâti et de réduire les pressions sur les terres cultivables. Les bases légales seront adaptées dans la mesure du nécessaire.

Déclaration de planification von Greyerz, Berne (PS) / Grogg-Meyer, Bützberg (PEV)

Le Service des monuments historiques est chargé de réexaminer en l'espace des cinq prochaines années la liste des objets et groupes de bâtiments figurant à l'inventaire du canton de Berne et des communes comme étant dignes de conservation et de protection. A l'issue de ce réexamen, le nombre des bâtiments ne dépassera pas les 7 pour cent de la totalité. Le but est de faciliter la densification du milieu bâti et de réduire les pressions sur les terres cultivables. Les bases légales seront adaptées dans la mesure du nécessaire.

Déclaration de planification PEV (Wenger, Spiez)

Le nombre des objets inscrits à l'inventaire sera réduit.

Déclaration de planification Keller, Hinterkappelen (Les Verts) / Brönniman, Mittelhäusern (pvl)

L'inventaire des bâtiments considérés dignes de conservation sera révisé dans un délai de cinq ans.

Déclaration de planification PEV (Wenger, Spiez)

L'inventaire des bâtiments considérés dignes de conservation sera révisé dans un délai de cinq ans, avec la collaboration des communes.

Déclaration de planification Keller, Hinterkappelen (Les Verts) / Brönniman, Mittelhäusern (pvl) / von Greyerz, Berne (PS) / Grogg-Meyer, Bützberg (PEV)

Le Conseil-exécutif présentera un rapport intermédiaire au bout de trois sur l'avancement du réexamen de l'inventaire.

Déclaration de planification UDC (Schlup, Schüpfen)

Supprimer la classification « digne de conservation ».

Déclaration de planification Keller, Hinterkappelen (Les Verts) / Brönniman, Mittelhäusern (pvl)

Le nombre des objets inscrits à l'inventaire sera réduit de 40 pour cent environ.

Déclaration de planification Stähli, Gasel (PBD)

Le Service des monuments historiques est chargé de réexaminer dans un délai de trois ans la classification des objets et ensembles bâtis dans le but de réduire le nombre des objets dignes de protection ou de conservation.

Déclaration de planification Haas, Berne (PLR)

Le nombre de bâtiments inscrits à l'inventaire du canton et des communes (y compris la ville de Berne) comme étant entièrement ou partiellement dignes de protection et de conservation ne doit pas dépasser 6 pour cent du total des bâtiments. L'inventaire doit être remanié en conséquence en l'espace de cinq ans. Le but est de faciliter la densification urbaine et d'alléger la pression sur les terres cultivables. Dans la mesure du nécessaire, les bases légales sont adaptées.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

2. Lors de la transformation d'édifices dignes de protection, le changement d'affectation est facilité si le projet est économiquement trop peu viable (coûts élevés de la transformation, rendement plus faible du bâtiment) ; cela permettra d'améliorer le rendement, notamment celui des espaces intérieurs.

Déclaration de planification Wälchli, Obersteckholz (UDC)

Ajout à la déclaration de planification 2 de la CFor :

Les structures ou aménagements appelés à disparaître seront recensés et archivés numériquement, de sorte qu'il soit toujours possible de les visiter virtuellement en 3D.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

3. Pour régler le conflit d'intérêt entre la conservation de monuments historiques dans leur forme la plus authentique possible et l'amélioration de l'efficacité énergétique par une meilleure isolation, les priorités doivent être les suivantes : le maître de l'ouvrage a le droit d'isoler les monuments historiques protégés, à l'intérieur ou à l'extérieur, selon les normes actuelles, à condition que leur aspect extérieur ne soit pas gravement altéré (concrètement : il doit être possible d'installer un double ou triple vitrage).

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

4. Demande préalable : il faut pour cela une visite des lieux avec l'autorité communale ou le Service des monuments historiques, avec le concours d'experts externes. Les questions techniques et les coûts supplémentaires peuvent ainsi être discutés. Le Service des monuments historiques prépare une note à l'intention de toutes les parties concernées.

Déclaration de planification Wälchli, Obersteckholz (UDC)

En lieu et place de la déclaration de planification 5 de la CFor :

Décision : le rapport technique du Service des monuments historiques n'a que valeur indicative. L'autorité d'octroi du permis de construire doit le considérer comme tel et le faire savoir clairement. Les autorités d'édiction des plans et d'octroi du permis de construire doivent prendre leurs responsabilités, sans se cacher derrière le Service de protection des monuments historiques. Il faut améliorer la collaboration et raccourcir les processus.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

6. Transformation de fermes : lors de la transformation des bâtiments d'exploitation, une importance nettement plus grande sera accordée aux principes actuels de la physique des bâtiments et de l'étanchéité. Il faudra par conséquent démolir davantage d'éléments (murs,

fondations) afin que le résultat soit conforme. Les consignes de l'assurance immobilière l'emporteront sur le rapport des experts des monuments historiques. Espaces intérieurs : la distribution des locaux dans les bâtiments d'exploitation ne relève pas de la protection du patrimoine. Autrement dit, les parois et les pièces peuvent être distribuées indépendamment de la situation originale des étables, des chartils et des mangeoires.

Déclaration de planification Wälchli, Obersteckholz (UDC)

Ajout à la déclaration de planification 6 de la CFor :

Les structures et les processus entre les différents acteurs de la protection des monuments historiques, la Commission cantonale de protection des sites et du paysage (CPS) et la protection du patrimoine seront optimisés.

Déclaration de planification de la CFor (Zäch, PS)

7. La meilleure façon de protéger un monument historique est de l'utiliser selon sa destination première et les besoins de l'époque.

Déclaration de planification PEV (Wenger, Spiez)

L'utilisation des bâtiments dignes de protection et des bâtiments protégés sera favorisée.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS), présidente de la CFor. Wir kommen nun also zur Kulturpflegestrategie, einem Geschäft, das auf der Traktandenliste eigentlich ein bisschen unspektakulär wirkt. In den letzten Tagen hat es aber doch noch zu einer gewissen Hektik und grossen Diskussionen geführt. Das ist auch daran ersichtlich, dass wir bei den dazugehörigen Planungserklärungen mittlerweile bei der sechsten Version angelangt sind. Dies geschieht sonst eher selten. Bei all der Hektik geht ein wenig unter, dass wir es hier mit einem ganz sorgfältig erarbeiteten Dokument zu tun haben, mit einer Strategie, die überlegt und breit abgestützt ist. Sie kommt an sich ganz ruhig daher und liefert auf die Kritik, die an der Kulturpflege in den letzten Jahren geäussert wurde, eine gute und seriöse Antwort. Dies im Sinne eine Vorbemerkung und auch im Sinne einer Würdigung gegenüber dem Regierungsrat und seiner Verwaltung.

Die BiK hat sich in mehreren Sitzungen mit der Kulturpflege im Kanton Bern auseinandergesetzt und hat sich – man kann es schon so ausdrücken – so richtig in das Thema hineingekniet. Wir haben uns bemüht, viel zu verstehen und anschliessend auch richtig zu entscheiden. Als erstes haben der Erziehungsdirektor und seine Abteilungen Archäologischer Dienst und Denkmalpflege über ihre Aufgaben und ihre Arbeit gesprochen und ihre Herausforderungen aufgezeigt. Sie taten dies transparent, spannend und ausführlich. Mit diesem Hintergrund sind wir dann in die Diskussion der Kulturpflegestrategie eingestiegen und waren somit etwas «bödelet». Ich will jetzt die Strategie hier nicht zusammenfassen – Sie haben sie bestimmt alle gelesen. Davon gehe ich jedenfalls aus. Ich will dennoch einige Punkte hervorstreichen, die uns gefreut und uns eingeleuchtet haben.

Erstens ist diese Strategie von Selbstbewusstsein geprägt. Unser Kanton ist reich an kulturellen Schätzen, sei es nun in der Archäologie oder sei es in der Denkmalpflege. Es ist deshalb eine schöne Aufgabe, dazu Sorge zu tragen. Denn das macht unseren Kanton besonders, sowohl in den Städten als auch auf dem Land. Die Kulturpflege – das sieht und spürt man aus der ganzen Strategie heraus – ist eine Chance und nicht einfach eine Pflicht. Das steht als ein Grundsatz ein bisschen über alledem, was in der Strategie geschrieben steht. Dann gibt es einen zweiten Grundsatz. Nämlich derjenige, so wenig wie möglich, aber so viel wie nötig zu schützen. Diese beiden Grundsätze ziehen sich durch die Strategie und auch die operativen Massnahmen und Ziele hindurch. Das hat uns als Kommission überzeugt. Der Wille zur Priorisierung der einzelnen Objekte ist deutlich zu spüren, die Reduktion aufs Wesentliche ebenfalls. Darüber hinaus wird auf die Kenntnis des kulturellen Werts, auf Pflege und Nutzen und natürlich auch auf die Vermittlung all dessen grosser Wert gelegt.

Uns hat diese Gewichtung eingeleuchtet und wir unterstützen sie samt den entsprechenden Massnahmen und Zielen. Für einen grossen Teil der Kommission hätte man die Strategie auch einfach so zur Kenntnisnahme in den Grossen Rat überweisen können. Eine Mehrheit aber wollte sie ergänzen und mit griffigeren Vorlagen verabschieden. Die Archäologie war dabei immer unbestritten, bei der Denkmalpflege aber haben sich die Gemüter ein wenig erhitzt. Im Vordergrund und sehr umstritten war eine klare Vorgabe zur Reduktion der geschützten Gebäude. Die Zusicherung, ohnehin das Inventar überarbeiten und reduzieren zu wollen, hat der Kommissionsmehrheit nicht gereicht. So ist es zu einer ersten Planungserklärung gekommen,

welche einen radikalen Schnitt oder Schritt machen wollte. Sie wollte die Quote der inventarisierten Gebäude in unserem Kanton auf 50 Prozent kürzen und die Kategorie «erhaltenswert» ganz abschaffen. Diese Planungserklärung hat dann zu der erwähnten Hektik im Hintergrund geführt. Manchen, die dieser Fassung noch zugestimmt hatten, ist es nachher nicht mehr ganz so wohl gewesen. Sie haben nach Kompromissen gesucht und diese drücken sich nun in den verschiedenen Versionen aus, mit denen Sie beinahe stündlich überrascht worden sind.

Die Kommission hat sich gestern Morgen noch einmal getroffen, sich mit den aktuellen Anträgen auseinander gesetzt und sich dann zu dem jetzt vorliegenden Kompromiss durchgerungen. Innerhalb von fünf Jahren sollen alle schützenswerten und erhaltenswerten Gebäude überprüft werden und statt, wie heute 9,9 Prozent, sollen dann nur noch 6 Prozent aller Gebäude unter Schutz stehen. Nach hektischen Diskussionen und unter Zeitdruck ist diese Planungserklärung mit 17 zu 0 Stimmen verabschiedet worden. Die BiK hat dafür ihre ursprüngliche Fassung zurückgezogen. Die Abschaffung der erhaltenswerten Kategorie ist damit definitiv vom Tisch. Es ist alles nervös und unter Zeitdruck abgelaufen – das müssen wir von der Kommission zugeben und künftig besser machen. Im Rahmen dieser Diskussion ist von einem Teil der Kommission angekündigt worden, dass man eine Variante mit 7 Prozent vorschlagen wolle. Diese Variante liegt nun ebenso vor. Es wurde sogar noch konsultativ über diese Variante abgestimmt. Diese hätte eine knappe Mehrheit in der Kommission gehabt. Ich persönlich werde diese 7 Prozent unterstützen.

Zusammengefasst ist so viel zu sagen: Der Antrag der BiK ist ein Kompromiss, und Kompromisse beinhalten natürlich ein bisschen, dass alle ein bisschen mehr oder weniger zufrieden oder unzufrieden sind. Das werden wir in der Debatte sicher noch hören. Wichtig ist aber auch, dass die BiK im Grundsatz die Strategie gut findet, sie aber einfach noch mit zusätzlichen Planungserklärungen ergänzen wollte.

Jetzt komme ich noch auf den zweiten, weniger umstrittenen Block von Planungserklärungen zu sprechen. Letztlich waren alle Planungserklärungen ab Planungserklärung 2 nicht bestritten und der Regierungsrat war auch bereit, diese entgegen zu nehmen, da es sich entweder ohnehin bereits um die heutige Praxis handelt oder sie das künftige Handeln unterstützen sollen. Dabei müssen wir Kommissionsmitglieder aber schon ehrlich sein. Einige der Punkte sind doch recht operativ, von eigenen Erfahrungen oder vom Hörensagen geprägt und entsprechen eigentlich nicht mehr ganz der Flughöhe eines Grundsatzpapiers. Wie auch immer – zusammengefasst geht es um die folgenden Anliegen: Die Umnutzung von geschützten Gebäuden soll erleichtert und flexibilisiert werden. Das war sowohl in der Kommission unumstritten als auch im Dialog mit der Regierung und der Verwaltung. Die Zusammenarbeit mit den Gemeinden und der Bauherrschaft soll noch besser und intensiviert werden. Es braucht auch eine bessere Kommunikation und vor allem die Klarheit aller Beteiligten über ihre Rollen. Gerade die Bewilligungsbehörden in den Gemeinden sollen wissen und es auch leben, dass der Entscheid über ein schützenswertes oder erhaltenswertes Gebäude immer bei ihnen liegt. Die Denkmalpflege steuert «nur» einen Fachbericht bei. Der kann dann beispielsweise einen ganz guten Wegweiser für die Gemeinde darstellen, wenn sie über den definitiven Erhalt oder Abbruch eines Gebäudes entscheiden muss. Dann geht es in den weiteren Planungserklärungen noch einmal um die Bekräftigung des Grundsatzes «schützen heisst nutzen». Auch das ist der Kommission aber auch dem Regierungsrat und der beteiligten Verwaltung wichtig. Das wäre nun also meine Tour d'Horizon rund um unsere hektischen Diskussionen gewesen. Wobei ich aber sagen muss, dass die Diskussionen schlussendlich gar nicht so hektisch gewesen sind. Denn wir schätzen den Bericht und haben das Gefühl, da sei gut gearbeitet worden. Jetzt musste man halt noch um das eine oder andere ringen, was noch in das Werk einfließen soll. Ich komme nun auf die verschiedenen Anträge zu sprechen. Der BiK-Antrag 1 wird von uns unterstützt, das ist klar. Den BiK-Antrag 2 unterstützen wir selbstverständlich auch und zwar mit einem grossem Mehr oder sogar einstimmig. Dazu gibt es einen Zusatzantrag von Käthi Wälchli. Diesen lehnen wir in der BiK ab. Die BiK-Anträge 3 und 4 nehmen wir natürlich an. Den BiK-Antrag 5 ersetzen wir durch die Präzisierung des Antrags Wälchli. Dort geht es vor allem um die Präzisierung der Baubewilligungsbehörden. Es hat uns eingeleuchtet, das noch ein bisschen deutlicher zu formulieren. BiK-Antrag 6 nehmen wir klar an. Dazu gibt es auch wieder eine Ergänzung von Käthi Wälchli. Diese lehnen wir ab. Bei BiK-Antrag 7 geht es vor allem um die Nutzungsfrage. Das ist uns sehr wichtig und deshalb nehmen wir anschliessend auch noch den Antrag EVP, Wenger an, der eine intensivere Nutzung von erhaltenswerten und schützenswerten Gebäuden fördern will – nutzen heisst schützen. Ich bin nun gespannt auf die Diskussion und hoffe, dass wir am Ende eine gute Kulturpflegestrategie verabschieden können, die auch ein bisschen den Druck von der Denkmalpflege und der Archäologie wegnimmt. Denn dann wissen wir, dass wir das zusammen

diskutiert und gemeinsam einen guten Boden gelegt haben und müssen nicht mehr in jeder Session Vorstösse einreichen. Das wäre eigentlich das Ziel der ganzen Geschichte und dann hätten wir alle gewonnen.

La présidente. J'aimerais que les auteurs des déclarations de planification s'annoncent. Mme Greyerz, c'est à vous. Vous présentez votre déclaration de planification. Seulement présenter. C'est à vous.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Es mag vielleicht ein wenig spitzfindig sein, hier einen Antrag zu stellen, der nicht nur 6 Prozent Anteil am Gesamtbaubestand verlangt, sondern 7 Prozent. In der SP-JUSO-PSA-Fraktion sind wir der Meinung, dass der Kompromiss, der in der BiK ausgehandelt wurde, zu weit geht. Darum möchten wir beliebt machen, den Anteil um 1 Prozent auf 7 Prozent zu erhöhen.

La présidente. Stop. Maintenant c'est à Mme Grogg. Est-ce que vous pouvez prendre la parole? Non, elle ne prend pas la parole, M. Wenger, c'est à vous.

Markus Wenger, Spiez (PEV). In der EVP haben wir uns Gedanken darüber gemacht, was die Veränderung in der Kulturpflegestrategie bedeutet. Ich persönlich besitze in zwei Bereichen Erfahrung mit der Denkmalpflege. Einerseits im Rahmen meines Engagements in der Kirche, wo ich verschiedene Objekte umbauen durfte und andererseits als Unternehmer, der spezielle Fenster für historische Gebäude herstellt. Ich habe eigentlich mehr gute als schlechte Erfahrungen gemacht. Ein bisschen anders ist die Lage hier in der Stadt Bern. Aber da besteht auch ein bisschen ein anderer Hintergrund und zudem noch eine dritte Kategorie, was das Ganze wesentlich erschwert. Damit wir mit den Heimatschutzobjekten eine gute Zukunft haben werden, muss die wesentliche Reduktion der Objekte, welche in den letzten Tagen diskutiert wurde, in der neuen Strategie umgesetzt werden. Es braucht eine neue Ordnung für die Beurteilung. Diese Ordnung muss in Bern, Thun, im Jura, im Emmental und im Berner Oberland dieselbe sein. Darum ist es schwierig, heute eine fixe Zahl festzuschreiben. Der EVP war es wichtig, die Objekte wesentlich auszudünnen und damit eine Konzentration auf das Wesentliche zu erreichen. Aber wir wollen keine genaue Vorgabe machen, da wir möchten, dass dazu ein sachlicher Hintergrund besteht. Es soll eine klare Linie im Kanton bestehen, die bestimmt, wann etwas erhaltenswert oder schützenswert ist. Dies der Grund für unseren ersten Antrag.

Ich nehme zu den beiden anderen auch gleich Stellung. Es ist uns wichtig, dass die Zusammenarbeit mit den Gemeinden über die ganze Tiefe dieser Veränderung gesucht und gepflegt wird. Und ich komme zum letzten und wahrscheinlich Entscheidendsten: Wenn es Schwierigkeiten mit den Vorgaben der Denkmalpflege gegeben hat, ist es meistens um die Nutzung gegangen und eine künftige wirtschaftliche Nutzung eines Hauses war in Frage gestellt. Das ist natürlich das A und O. Wenn wir ein Haus erhalten wollen, muss es belebt sein. Wenn wir das nicht erreichen können, wird es früher oder später zu einer Bruchbude. Darum ist uns die Nutzung so wichtig.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich spreche zu der Planungserklärung oben auf der Seite 2 und dann auch gleich noch zur übernächsten, die wir zu viert eingereicht haben. Zur Kulturpflegestrategie als Ganzes werde ich mich dann in meinem Fraktionsvotum äussern und spreche jetzt nur zu den erwähnten Planungserklärungen und weshalb diese gescheit sind. In der ersten Planungserklärung geht es nämlich nur um das Inventar der erhaltenswerten Objekte. Es gibt zwei Gruppen von erhaltenswerten Objekten. Einerseits gibt es die Ortsbilder, welche sich unter der Obhut des Kantons befinden und andererseits gibt es die Einzelobjekte, für welche die Gemeinden zuständig sind. Wir finden, dass sowohl die Planungserklärung BiK, welche eine Überarbeitung und Reduzierung von beiden Inventaren auf 6 Prozent verlangt, als auch diejenige, die eine Reduktion auf 7 Prozent verlangt, über das Ziel hinaus schießen. Sie lösen mit diesem Auftrag sehr viel Arbeit aus und es wird viel kosten. Zudem ist es in der Kategorie schützenswert kaum möglich, etwas herauszunehmen. Darum möchte ich Ihnen beliebt machen, unseren Antrag anzunehmen, der sich auf die Kategorie der erhaltenswerten Objekte konzentrieren will.

In der zweiten Planungserklärung geht es um den Zwischenbericht. Eigentlich haben wir hier versucht, die kritischen bürgerlichen Stimmen in unser Boot zu holen. Viele Leute möchten nämlich, dass die ganze Sache noch in dieser Legislatur und solange Bernhard Pulver noch Regierungsrat

ist, abgeschlossen wird. Man möchte nicht, dass es zu lange dauert und würde gerne noch dabei sein und miterleben, wie es herauskommt. Wir finden es surreal, die ganze Überarbeitung innert drei Jahren zu machen. Zuerst muss das ganze Konzept erstellt und fähige Leute müssen dafür gesucht werden. Deshalb haben wir 5 Jahre als Zeithorizont genommen. Um Ihnen die Hand zu reichen, verlangen wir nach drei Jahren einen Zwischenbericht, aus dem ersichtlich wird, wie das Ganze unterwegs ist. In den letzten Tagen habe ich den Satz «Es ist ja nur eine Planungserklärung» in den vielen Gesprächen mit Ihnen ein bisschen zu oft gehört. Ich verstehe meine politische Arbeit hier im Grossen Rat folgendermassen: Wenn ich eine Planungserklärung oder einen Antrag einlege, dann meine ich das tatsächlich so. Und ich möchte auch, dass es anschliessend seriös und sachlich durchgeführt werden kann, so, wie ich es verlange. Es ist für mich ein bisschen «gschpässig» so oft zu hören, es gehe ja nur um eine Planungserklärung. Nachdem Sie mir so gut zugehört haben, werden Sie hoffentlich auch diese Planungserklärungen unterstützen.

Thomas Brönniman, Mittelhäusern (pvl). Nur damit wir die Übersicht nicht verlieren – ich spreche zu der Planungserklärung, welche Bettina Keller und ich eingegeben haben, in der es darum geht, die Anzahl der erhaltenswerten Objekte um 40 Prozent zu reduzieren. Weshalb bin ich mit diesem Vorschlag hier? Wenn man mit einem Vorschlag ankommt, will man eine Mehrheit erreichen. Wir haben zuerst bei der Denkmalpflege angefragt, was realistisch sei. Deshalb kamen wir zuerst mit der Variante, die Anzahl der Bauten um 25 Prozent zu reduzieren. Dann haben wir aber gemerkt, dass dies nur aus fachlicher Sicht, nicht aber aus politischer, realistisch ist. Es war dann in der Zeitung zu lesen, dass Peter Sommer gesagt hat, er finde es gut, bei den erhaltenswerten Bauten zu reduzieren. Für ihn müsse die Reduktion aber 40 Prozent betragen. Das war die Motivation, diesen Vorschlag zu bringen. Nun stellt sich die Frage, wie man rechnet. Es gibt die Variante mit 6 Prozent und diejenige mit 7 Prozent, welche sich auf den Gesamtgebäudebestand beziehen. Unsere 40-Prozent-Variante bezieht sich auf den erhaltenswerten Bestand. Wenn man politisch tätig ist, soll man ja nicht nur Mehrheiten beschaffen, sondern auch Vorschläge liefern, die praxistauglich sind. Ich bin gespannt, was der Erziehungsdirektor dazu sagen wird und wie er damit umgehen würde, falls einer der Vorschläge mit 6 oder 7 Prozent durchkäme.

Will man mit den bestehenden Personalressourcen der Denkmalpflege ein Inventar überarbeiten, finde ich es sinnvoll, sich zuerst auf die erhaltenswerten Bauten zu konzentrieren. Denn im Kanton Bern existieren nur 3,8 Prozent geschützte Bauten. Das ist im schweizerischen Vergleich sehr wenig, vor allem wenn man bedenkt, dass wir über mehr historische Bausubstanz verfügen als andere Kantone. Da wird man nicht viel reduzieren können, man muss sich logischerweise auf die erhaltenswerten Bauten konzentrieren. Deshalb habe ich meine Planungserklärung auf die erhaltenswerten Bauten beschränkt. Was bedeutet es nun, die erhaltenswerten Objekte um 40 Prozent zu reduzieren? Das ist nun sozusagen Lehrplan-21-Mathematik als angewandte Kompetenzaufgabe. Sie können die Reduktion, bezogen auf den Gesamtgebäudebestand, ausrechnen. Es ist eine sehr grosse Anzahl. Wir finden das verhältnismässig. Aus Sicht meiner Fraktion könnte man auch noch mit der 7 Prozent-Variante leben. Bei der 6 Prozent-Variante ergibt das eigentlich eine Reduktion der erhaltenswerten Gebäude um zwei Drittel. Das finden wir nicht mehr praktikabel und sinnvoll, wenn man doch auch in Rechnung trägt, dass wir im Kanton Bern über so viel wertvolle Bausubstanz verfügen.

La présidente. Est-ce que Mme von Greyerz veut prendre la parole? Nous en sommes à la page 2. Non, donc c'est à M. Schlup.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Ich bin gerade ein bisschen überrascht, weil es nicht mehr der Reihe nach geht. Aber das macht nichts, wir sind ja flexibel. Von unserer Fraktion kommt der Antrag, die Kategorie «erhaltenswert» zu streichen. Weshalb dies? In der Kulturpflegestrategie steht: «[...]wendet in der Kulturpflege zeitgemässe und effiziente Methoden und Massnahmen an. Er setzt die Ressourcen in der Kulturpflege dort ein, wo sich grösstmögliche Wirkung und wissenschaftliche Erkenntnis (hohe Qualität, Ausstrahlung, Bedeutung) erzielen lassen (Gewichtung). Er passt seine Methoden und Instrumente den aktuellen Gegebenheiten an und misst sie an ihrer Nachhaltigkeit.

Weder kann noch soll in der Kulturpflege alles erhalten, geschützt oder ausgegraben werden [...]». Weiter steht: «Bei den erhaltenswerten Objekten liegt der Abrissentscheid bei der Bewilligungsbehörde». Wir haben es bereits in der Diskussion gehört: Die erhaltenswerten Objekte

produzieren viel Konfliktpotential. In den Gemeinden ist es dasselbe. Vielen Gemeinden ist immer noch nicht bewusst, dass sie den Entscheid fällen. Das ergibt für uns eigentlich nur folgenden Grundsatz: Schützen, was geschützt werden muss, und nicht schützen, was nicht geschützt werden kann. Das steht übrigens so auch in der Strategie. Ohne die erhaltenswerten Objekte ist der Auftrag für die Denkmalpflege klar und deutlich. Ein klarer Auftrag für die Denkmalpflege macht übrigens auch deren Arbeit befriedigender, als wenn sie immer Probleme wälzen müssen. Wenn «erhaltenswert» gestrichen wird, gibt eine Reduktion der Objekte viel weniger Aufwand als es für eine Reduktion und eine Neueinteilung geben würde. Die Kategorie «erhaltenswert» existiert in vielen anderen Kantonen übrigens auch nicht. Es wurde angefügt, für erhaltenswerte Baugruppe sei dies dann ein Problem, weil sie so zu wenig geschützt werden könnten. Ja glauben Sie denn, dass beispielsweise Aarberg sein Städtchen nicht schon aus Eigeninteresse so erhalten würde, wie es jetzt besteht? Ich glaube, dazu wird das Wort erhaltenswert wohl nicht gebraucht. Ich selber wohne übrigens auch in einem Objekt aus dem Jahr 1675, habe Freude daran und ein grosses Interesse, das Gebäude auch so zu belassen, ob es nun erhaltenswert ist oder nicht. Dass die BiK vorher übrigens auch für die Streichung gewesen ist, und danach die Meinung etwa zweimal geändert hat, zeigt noch einmal mehr auf, dass dieses Anliegen vorhanden ist. Ich bitte Sie, dem Antrag so zuzustimmen.

La présidente. Mme Keller et M. Brönnimann se sont déjà prononcés pour les 40 pour cent, donc nous passons à M. Stähli.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich spreche selbstverständlich zur Planungserklärung Stähli (BDP). Als langjähriger Kritiker an der Praxis und der Gebäudeanzahl in der Denkmalpflege, bin ich sehr erfreut, dass wir als Grossrätinnen und Grossräte im Rahmen der Kulturpflegestrategie die Gelegenheit haben, Druck zu machen und so einer besseren Nutzung von Gebäuden Antrieb geben können. Ich bin froh, müssen wir dies nicht mit Motionen, Postulaten und Interpellationen tun. Wenn in der Schweiz weiterhin jährlich für zusätzlich 100 000 Einwohner Wohnraum geschaffen werden soll, muss verdichtet werden. Dann muss auch die Denkmalpflege einsehen, dass nicht beinahe 10 Prozent der Gebäude tabu sein dürfen. Wir wissen alle, dass sich im Kanton Bern besonders städtebaulich einiges tun muss und sich die Denkmalpflege nicht mehr um jeden Schopf im hintersten «Chrachen» kümmern kann. Ich freue mich, dass diese Einsicht heute anscheinend mehrheitsfähig ist. Und ich bin erfreut, dass sich die Kommission, nach tagelangem, zähem Ringen, zu einer sehr guten Haupt-Planungserklärung durchringen konnte. Das erspart uns ein riesengrosses Hickhack.

Ich hoffe sehr, dass Sie, liebe Grossrätinnen und Grossräte, diesen BiK-Antrag 1 annehmen und damit ein deutliches Zeichen setzen. Ich traue der Direktion von Regierungsrat Pulver zu, dass sie den allfälligen Wink vom Grossen Rat ernst nimmt und die nötigen Massnahmen bei der Denkmalpflege einleitet. Umso mehr, als die Denkmalpflege ja selber Handlungsbedarf zugibt. Raufen wir uns doch zusammen und stehen nun voll hinter den austarierten BiK-Antrag. Denn sowohl die rechte wie auch die linke Seite hat Federn lassen müssen.

Meine Planungserklärung fordert eine Überprüfung des Ganzen innerhalb drei statt fünf Jahren. Dies, weil ich möchte, dass noch in der gleichen Legislatur etwas geschieht und das Ganze nicht versandet. Ich finde aber den BiK-Kompromiss das Bestmögliche, das wir hier erreichen konnten und ziehe meine Planungserklärung zurück. Als Präsident des Vereins Kulturlandschutz Region Bern wäre ich sehr glücklich, wenn in Zukunft eine optimale Nutzung und allfällige Aufstockung bestehender Gebäude selbstverständlich werden und nicht an fragwürdigen, denkmalpflegerischen Auflagen scheitern würde.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Ich kann mich beinahe nahtlos meinem Vorredner anschliessen. Wir sprachen nämlich von einem Kompromiss. Und wenn ich auf das zurückblicke, was in der BiK geschehen ist, muss ich Folgendes sagen: Es war in der BiK bereits sehr früh und nicht erst gestern Morgen nach einer hektischen Sitzung klar, dass die BiK einstimmig der Meinung ist, die Zahl der zu erhaltenden oder zu schützenden Gebäude sei zu reduzieren. Das hat der Regierungsrat selber auch in Aussicht gestellt. Es hat sich früh gezeigt, dass es in der ganzen Diskussion um zwei Schwerpunkte geht. Erstens geht es um die Frage, ob die Kategorie «erhaltenswert» abgeschafft werden soll. Zweitens ging es darum, ob eine verbindliche Anzahl der Reduktion der Gebäude festgelegt werden soll. Die BiK hat bekanntlich in einer kurzen, aber intensiven Sitzung mit 17 zu 0 Stimmen entschieden, die Kategorie «erhaltenswert» sei zu erhalten,

es sei aber eine verbindliche Vorgabe zu treffen, betreffend der zu reduzierenden Gebäude auf 6 Prozent. Es wurde von Beginn an in Aussicht gestellt, dass ein Antrag für eine Reduktion auf 7 Prozent folgen wird. So einen Entscheid nennt man einen Kompromiss. Ein Kompromiss war es deshalb, weil alle ein bisschen unzufrieden waren und eigentlich ein bisschen etwas anderes wollten. Aber alle haben in der BiK auch signalisiert, ihre davon abweichenden Planungserklärungen zurückzuziehen. Wie wir sehen, hat das nicht wirklich funktioniert. Im Namen der FDP ziehe ich unsere Planungserklärung zurück. Wir würden uns wünschen, dass alle sich daran erinnern, was sie gestern gesagt haben.

La présidente. Cette déclaration de planification est aussi retirée. Nous passons à l'ajout à la déclaration de planification 2 de la Commission de la formation de l'UDC, M. Krähenbühl. Sur votre version 6, vous avez Mme Speiser-Niess, mais c'est M. Krähenbühl qui va prendre la parole.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Die SVP ist selbstverständlich der Ansicht, dass die Zahl der Objekte reduziert werden muss, denn 10 Prozent sind einfach sehr viel. Wichtig ist aber auch dass man bei Umbauten von Häusern, die noch geschützt sind, diese besser nutzen kann und es keine unsinnigen Auflagen gibt, die eine wirtschaftliche Umnutzung dieser Gebäude quasi verunmöglichen. Wir sind deshalb sehr froh, dass die Planungserklärung 2 in der BiK durchgekommen ist. Wir sind aber auch der Ansicht, dass unser kulturelles Erbe – da sind wir uns einig – soweit möglich und sinnvoll, erhalten werden soll. Deshalb möchten wir folgende Ergänzung zur Planungserklärung einbringen, die wir bereits in die Kommission brachten. Als Kompromiss, und anstatt eine Substanz und deren Details unbedingt zu erhalten, könnte eine Digitalisierung vorgenommen und ein digitalisiertes Archiv eröffnet werden. So wäre die Substanz weiterhin zugänglich – zum Beispiel eine Innenausstattung, die wirklich eine starke Behinderung sein kann, wenn man etwas bauen möchte. So aber würde man sie nicht verlieren und könnte dennoch baulich leichter etwas verändern. Ich bitte Sie, diese Ergänzung zur Planungserklärung anzunehmen.

La présidente. Nous avons, après les déclarations de planification de la CFor, 3, 4, la 5 qui a été retirée, mais qui est remplacée par celle de l'UDC, Mme Wälchli, c'est à vous.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Bei dieser Planungserklärung geht es um Folgendes: Geht es darum, Bauten und Häusergruppen zu schützen, dann kommen unter Umständen die OLK, der Heimatschutz oder eben die Denkmalpflege zum Zug. Aber jede dieser Kommissionen hat eine andere Flughöhe. Unsere Planungserklärung zielt darauf ab, dass klarer ersichtlich wird, welche Kommission in diesem Bereich wofür zuständig ist. Ich habe mich ein bisschen erkundigt. Die Landwirtschaftliche Organisation Bern und angrenzende Gebiete LOBAG ist mit der OLK in Kontakt, mit dem Ziel, ein bisschen klarer zu definieren, was sie überhaupt macht, was sie kann und darf. Es wurden dabei schon einige Resultate erzielt. Auch wenn alle drei Kommissionen wichtig sind, finde ich es wichtig, dass klarer ersichtlich wird, wann und wo welche Kommission zum Zug kommt. Darum geht es bei dieser Planungserklärung.

La présidente. Nous avons donc après la déclaration de planification 6. Non, nous continuons avec la déclaration de planification 7 et nous avons terminé parce que M. Wenger s'est déjà prononcé. Vous avez donc tous déjà justifié vos déclarations de planification. Est-ce que la présidente veut s'exprimer maintenant ou après les groupes? – Après les porte-parole de groupe. Donc je prie les porte-parole de groupe de s'annoncer. Vous donnez votre avis sur la stratégie et sur les déclarations de planification. Les groupes ont donc maintenant la possibilité de prendre la parole, il y aura ensuite les intervenants à titre individuel, la présidente de la commission et enfin le conseiller d'Etat.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich spreche nun als Fraktionssprecherin für die grüne Fraktion. Die neue und schweizweit erste Kulturpflegestrategie des Kantons Bern begrüßen wir Grünen ausdrücklich und würdigen sowohl die sorgfältige Erarbeitung wie auch den umfassenden Inhalt. Der Kanton Bern war 1902 übrigens der zweite Kanton der Schweiz, der begonnen hat, mit Hilfe von Denkmalpflege seine Objekte zu schützen. Das war eine Folge davon, dass vor allem in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts sehr viele schöne Objekte unwiederbringlich abgebrochen wurden – beispielsweise der Christoffelturm hier in Bern.

Wir leben in einem Kanton mit einem überdurchschnittlichen Kulturerbe, sowohl auf die Archäologie

wie auch das gebaute Erbe bezogen. Überdurchschnittlich, sowohl in Bezug auf die Menge, die Vielfalt wie auch auf die Qualität. Da die Archäologie hier kein Thema mehr ist, werde ich mich jetzt nur noch auf die Denkmalpflege konzentrieren. Unsere Vorfahren in diesem Kanton haben anscheinend bereits ebenso überdurchschnittlich gut Sorge getragen, sei dies nun bewusst oder manchmal auch nur aus ökonomischen Gründen geschehen. Früher hatte Althergebrachtes und Tradition noch einen sehr hohen Stellenwert. Man gab die Häuser über Generationen hinweg meist innerhalb der Familie weiter und veränderte sie häufig nur geringfügig. Das hängt auch damit zusammen, dass die Materialien Holz und Stein sehr langlebig sind und dass man grundsätzlich viel sparsamer als heute lebte. Man könnte das auch als nachhaltig bezeichnen. Wir sind zu Recht stolz auf die vielen kostbaren und berühmten Ortsbilder, Altstädte und Einzelgebäude – ob Schlösser oder Bauernhäuser – die das Gesicht des Kantons Bern bis heute wesentlich prägen und zur Identität unserer Gegend beitragen. Unser Kanton unterscheidet sich in der Fülle und in der regionalen und stilistischen Vielfalt der bis heute erhaltenen Gebäude deutlich von anderen Nachbarkantonen. Fahren Sie einmal durch den Kanton Aargau, durch das Wallis oder durch Freiburg. Das ist kein Zufall.

Ich komme nun auf die Themen zu sprechen, die in den letzten Wochen so aufgeheizt wurden, wie zum Beispiel die angebliche Unzufriedenheit der Bevölkerung mit der Denkmalpflege. Eine Umfrage der Erziehungsdirektion bei denjenigen Personen – sowohl Fachleuten wie auch Privaten – die tatsächlich mit der Denkmalpflege zu tun hatten, hat gezeigt, dass die grosse Mehrheit zufrieden ist. Ich finde, man muss die Beispiele, die wir in den letzten Wochen immer wieder hörten, ernst nehmen, ihnen nachgehen und die Gelegenheit erhalten nachzufragen, was dort genau passiert ist. Tatsache ist aber Folgendes: Wir als Grossrätinnen und Grossräte wissen alle, dass häufig über das Negative berichtet und das Positive als Selbstverständlichkeit stillschweigend hingenommen wird. Das Argument betreffend Umnutzung, Wohnraum schaffen und Schutz von Kulturland, ist heute auch schon einige Male erwähnt worden. Tatsächlich kann bei schützenswerten Gebäuden in der Landwirtschaftszone sogar eine grössere Ausnutzung erlaubt werden, als bei ungeschützten. Das führt zu der manchmal paradoxen Situation, dass ein Besitzer um eine Unterschutzstellung ersucht, weil er so anschliessend besser ausbauen kann. Wir müssen uns nichts vormachen, sondern sachlich zur Kenntnis nehmen, dass der Wohnbedarf pro Person in Quadratmetern in den letzten 30 Jahren um sage und schreibe ein Drittel gestiegen ist. Vor 30 Jahren hat eine durchschnittliche Person in Bern auf 34 Quadratmetern gelebt, heute sind es 50 Quadratmeter. Wenn man ein erhaltenswertes Gebäude durch ein modernes ersetzt, das den heutigen Ansprüchen genügen soll, spart man garantiert kein Kulturland – im Gegenteil. Dasselbe gilt für die Energiebilanz. Ein altes Haus steht bereits, und auch wenn es energetisch nicht optimal ist, kann man einiges verbessern. Man wird es wohl nicht auf einen Minergie-Stand bringen können, aber ein Abriss und ein Neubau brauchen auch enorm viel Energie und die kann man anschliessend jahrelang wieder einsparen.

Ich möchte noch einen wesentlichen Punkt erwähnen. Man hat untersucht, was 1 Franken, der in die Denkmalpflege investiert wird, volkswirtschaftlich bringt. Sie kennen diese Art von Rechnung beispielsweise von der familienergänzenden Kinderbetreuung. In der Denkmalpflege ist der Faktor 1 zu 8. Die Grünen bevorzugen alle Planungserklärungen der Grünen, SP, glp und EVP. Und wie ich bereits gesagt habe, bevorzugen wir die Planungserklärung mit 7 Prozent vor derjenigen mit 6 Prozent.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Es ist für mich heute Abend eine Premiere und es freut mich, dass ich Sie einmal nicht nur von hinten, sondern auch von vorne sehe. (*Hilarité*) Die EVP kann der Kulturpflegestrategie, wie sie der Regierungsrat vorlegt, eigentlich nur Positives abgewinnen. Ich bin froh, hat Bettina Keller vorhin einen so schönen Ausblick auf das gemacht, was in unserem Land alles geschieht und worüber wir hier eigentlich verfügen. Wir begrüssen, dass sich der Regierungsrat mit der Kulturpflegestrategie zum Ziel gesetzt hat, eine ausgewogene Pflege unserer kulturellen Identität zu erwirken, die sich an den Ressourcen, der Nachhaltigkeit, der Lebensqualität und an der bereits vorhandenen Gesetzgebung orientiert. Es ist gut, dass die Aufgaben und Schwerpunkte der Denkmalpflege und der Archäologie präzisiert wurden. Das schafft Transparenz und die Grundlage für eine gute Umsetzung der Strategie bei den Akteuren.

Die Strategie fordert, dass die Aktivitäten in der Pflege der Kulturgüter aufgrund der Bedeutung des Erbes priorisiert werden sollen. Das finden wir sehr sinnvoll. Es ist nötig und wichtig und sollte insbesondere für die Arbeit der Denkmalpflege wegweisend sein. Wo es um Umbau und Nutzung von Gebäuden geht, wünschen wir uns eine gründliche, differenzierte und nutzungsorientierte

Interessenabwägung aller Partner zusammen, so, wie es die Strategie an sich auch vorsieht. Wir freuen uns über den Grundsatz zur Pflege des Kulturerbes nach der Maxime: so wenig wie möglich, so viel wie nötig. Es soll Ziel sein, wertvolles Gut für künftige Generationen zu erhalten ohne dabei die Lebensqualität in der Stadt und auf dem Land auf unnötige Weise einzuschränken. Darauf werde ich noch zu sprechen kommen. Wir wünschen uns – vor allen von der Seite der Denkmalpflege – eine Umsetzung der neuen Strategie mit viel Augenmass, die nicht durch einen einseitigen Kulturblick getrübt ist.

Ich möchte nun noch auf einzelne Punkte aus den Planungserklärungen eingehen, die uns wichtig sind. Die EVP erachtet es als nicht sinnvoll und zielführend, eine möglichst grosse Kürzung des Inventars anzustreben. Daher möchten wir bei der Reduzierung der Objekte am liebsten keine Zahl festlegen. Wir haben uns zusammen mit Bettina Keller auf die Planungserklärung eingelassen, die eine Reduktion der Objekte auf 7 Prozent verlangt. Es ist, im Vergleich mit der Variante 6 Prozent, das kleinere Übel. Am liebsten hätten wir da aber gar keine Zahl drin. Die EVP ist an sich davon überzeugt, die Denkmalpflege habe unterdessen begriffen, dass eine Inventarüberarbeitung und -kürzung nötig ist. Wir haben die Aussage von Herrn Michael Gerber sehr wohl gehört, er sei sich dieser Problematik bewusst und wisse, dass eine Änderung der bisherigen Praxis nötig sei. Darum kommt es für uns auch nicht in Frage, eine Kategorie einfach zu streichen. Die Streichung einer Kategorie würde das Problem, das wir heute bei der Umsetzung haben, nicht lösen. Es könnte sogar bewirken, dass noch mehr Gebäude in die Kategorie schützenswert überführt würden. Wir unterstützen aber die Idee, dass der Regierungsrat nach drei Jahren einen Zwischenbericht über den Stand der Inventarüberarbeitung vorlegen soll. Es ist sinnvoll, wenn wir uns innert nützlicher Frist wieder mit diesem Geschäft auseinander setzen müssen und hoffentlich positive Folgen unseres heutigen Entscheids feststellen können. Das hängt natürlich davon ab, ob Sie es fertig bringen, unsere vernünftigen und nachhaltigen Ideen zu teilen.

Die schlechte wirtschaftliche Tragbarkeit von Gebäuden wurde auch angesprochen. Es ist uns ein grosses Anliegen, eine erleichterte Umnutzung im Innenbereich von Häusern zu verankern, damit solche Gebäude überhaupt umgebaut werden können. Auch Elisabeth Zäch hat es gesagt. Wenn man nutzt, dann schützt man und umgekehrt. Also wenn ein Haus umgebaut und genutzt wird, bleibt es auch erhalten. Wir unterstützen ebenfalls die Idee einer Voranfrage im Bauvorhaben. Dieser Punkt scheint uns sehr wichtig. Immer wieder hört man ja aus der Praxis – ich habe es selber auch schon erlebt – dass man als Bauherr bzw. Baufrau nicht weiss, mit wem man sprechen muss und wer wann und wofür zuständig ist. Da soll es klare Auflagen und Vorgaben geben, damit auch die Gemeinden Bescheid wissen und die Bauherren über den Ablauf und darüber, mit wem sie Kontakt aufnehmen müssen, informieren können. Und es soll zu einem frühen Zeitpunkt zu einer Begehung kommen, um so Missverständnisse und Bauverzögerungen verhindern zu können. Zudem ist es aus unserer Sicht zwingend, dass die Baubewilligungsbehörden eine Aktennotiz zu Händen aller Beteiligten erstellt. ... (*La présidente interrompt l'oratrice.*)

La présidente. Madame, votre temps imparti est dépassé depuis un petit moment. Vous n'êtes peut-être pas au courant, mais quand la lumière clignote devant vous, cela veut dire que le temps imparti est dépassé.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Also, ich sage noch meinen letzten Satz: Wir erwarten eine Umsetzung der Strategie im Einzelfall mit gesundem Menschenverstand und Augenmass und eine gründliche Interessenabwägung mit allen Partnern; so wenig möglich, so viel wie nötig.

Käthi Wälchli, Obersteckholz (UDC). Zuerst möchte ich Folgendes sagen: Auch mir sind die Planungserklärungen wichtig. Und ich kam mir hier in den letzten Tagen wie auf einem orientalischen Basar vor, als beinahe jede Stunde neue Planungserklärungen eingereicht wurden. Aber nun komme ich auf das Geschäft zu sprechen. Innere Verdichtung fördern, Kulturland-Initiative, ländlichen Raum stärken, unzählige Bauten unter Schutz stellen, Wohnraum schaffen. Wie bringen wir das auf die Reihe? Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, das geht nicht, ohne Opfer zu bringen. Eines dieser Opfer ist, dass wir die Anzahl der unter Schutz gestellten Bauten reduzieren. Das bedeutet nicht, dass damit die Denkmalpflege abgeschafft ist, sie benötigt aber dringend eine Entschlackungskur. Man darf nicht vergessen, dass 10 Prozent der gesamt vorhandenen Bauten in unserem Kanton unter Schutz stehen. In Zahlen ausgedrückt sind das 36 000 Bauten – ohne die Stadt Bern einzuschliessen. Im Vergleich dazu weist der Kanton Luzern im Jahr 2012 gerade mal 950 Bauten aus. Das ist ein gewaltiger Unterschied. Und in Sachen

Häuser ist Luzern kein unattraktiver Kanton; das sieht, wer hindurchfährt. Die Bewahrung der kulturellen Vielfalt ist gut und recht, aber man kann es auch übertreiben, was in unserem Kanton mit der grossen Anzahl geschützter Bauten der Fall ist.

In den Diskussionen wurde uns von Seiten der Denkmalpflege zugestanden, sie sehe heute auch ein, dass der Kanton zu vieles unter Schutz gestellt habe und man daran sei, das gesamte Inventar zu überarbeiten. Das ist doch einmal ein positives Zeichen. Aber der Regierungsantwort zur Motion 082-2014 Tanner, Ranflüh (EDU) «Mehr Spielraum bei erhaltenswerten Baudenkmälern», die in der Novembersession behandelt wurde, kann man entnehmen, dass an der die Anzahl der Bauobjekte wenig zu ändern sei. Das sind zwei unterschiedliche Aussagen, die für Verwirrung sorgen. Deshalb ist es an der Politik zu fordern, dass etwas geschehen muss und zu definieren in welchem Rahmen. Die SVP unterstützt sämtliche Planungserklärungen der BiK. Vor allem Punkt 1 ist uns wichtig. Den Ergänzungsvorschlag der Kolleginnen von Greyerz und Meyer lehnen wir ab. 7 Prozent sind uns zu viel. Wir hätten die Prozentzahl lieber tiefer angesetzt. Den Vorstoss von Keller und Brönnimann, das Inventar der als erhaltenswert eingestuften Bauten innerhalb von 5 Jahren zu überarbeiten, lehnen wir ab. Ebenso lehnen wir die Plangenehmigungsverfügung der EVP, Wenger, ab. Dies geschieht bereits in Zusammenarbeit mit den Gemeinden, sie ist somit überflüssig. Den Zwischenbericht brauchen wir auch nicht, denn das bedeutet nur mehr Bürokratie. Es ist in der BiK so, dass uns der Erziehungsdirektor über gewisse Sachen, wie zum Beispiel den Lehrplan 21, informiert. Er kann uns auch hier über die Zwischenschritte informieren, dafür braucht es nicht noch extra einen Zwischenbericht. Den Antrag SVP, Schlup, der die Kategorie «erhaltenswert» streichen will, werden wir natürlich unterstützen. Auch unserer Planungserklärung, die allfällig verloren gehende Raumstrukturen digitalisieren möchte, werden wir zustimmen. Auch meine Planungserklärung, die ich bereits erläutert habe, welche die Abläufe zwischen OLK, Denkmalpflege und Heimatschutz optimieren will, unterstützen wir. Auch die letzte Planungserklärung EVP, Wenger, unterstützen wir. Ich hoffe, dass wir eine breite Unterstützung finden werden.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Vorweg ein Wort zu der Strategie insgesamt. Wir erachten sie als sehr gut und möchten den zuständigen Ämtern für die Ausarbeitung danken. Folgendes ist zum Thema Umnutzung zu sagen: In unseren Planungserklärungen kommt das Wort häufig vor. Wir geben uns diesbezüglich natürlich schon ein wenig fortschrittlich – aber wir sind es bereits lange. Die bernische Denkmalpflege – die kantonale und noch viel mehr die städtische – haben sich das Thema Umnutzung immer auf die Fahne geschrieben. Ich erinnere daran, dass die Stadt Bern vor einer Weile auch einmal den Wakkerpreis erhalten hat. Dies hauptsächlich wegen fortschrittlicher Umnutzung. Noch ein Wort von unserer Seite zur Planungserklärung von Käthi Wälchli, der Ergänzung zur Planungserklärung 2 der BiK. Die SVP verlangt darin, dass man alles virtuell aufnimmt und daraus anschliessend eine Art virtuelles Ballenberg macht. Wir sind der Meinung – wie übrigens auch die Fachleute – dass da erstens die Kosten übermässig würden. Und zweitens – der Ballenberg ist gut und recht, aber dann in echt.

Nun sage ich noch etwas zu den ausgehandelten BiK-Kompromissen. Ich persönlich bin sehr froh, – denn es ist doch auch ein Erfolg des Prozesses, den wir in der Kommission durchlaufen haben –, dass die Kategorie «erhaltenswert» jetzt nicht mehr sozusagen auf dem Schafott steht. Ich bin der starken Überzeugung, dass das bernische Zwei-Kategorien-System ein gutes ist. Es gibt diverse Kantone, die überlegen, sich dem anzunähern und nicht mehr nur über eine Kategorie zu verfügen. Immerhin das wurde durch den Kompromiss erreicht. Wenn es dann um die Frage geht, ob 6 oder 7 Prozent, bevorzugt unsere Fraktion die 7-Prozent-Variante. Der Rest der Planungserklärungen ist unbestritten. Diese wenden sich häufig auch in etwas deklamatorischer Art nicht an den Gesetzgeber, sondern hauptsächlich an die Baukommissionen. Diesen möchte ich noch ein Schlusswort auf den Weg geben. und vielleicht findet es ja den Weg in Zeitungen, die von Baukommissionmitgliedern gelesen werden. Das Schlusswort lautet wie folgt: Mehr Mut! Haben Sie mehr Mut, um halt auch einmal zu entscheiden – wie es in Langnau geschehen ist – etwas abzureissen und zu sagen, dass da die Gemeindeentwicklung wichtiger sei als der Erhalt eines Gebäudes. Haben Sie aber auch mehr Mut, einmal hinzustehen und zu sagen, ein Gebäude sei es wert, stehen zu bleiben. Haben Sie den Mut, sich nicht hinter Fachberichten der Denkmalpflege zu verstecken und zu sagen man sehe das Problem schon, aber die Denkmalpflege habe gesagt, dass... So dumm sind die Baukommissionen nicht. Sie wissen, dass die Fachberichte nicht verbindlich sind. Aber es braucht Mut – und je kleiner die Gemeinde ist, desto mehr Mut braucht es –, hinzustehen und zu sagen, das kulturelle Erbe sei einem wichtig und deshalb wolle man ein

Gebäude nicht abreißen. Und die Denkmalpflege soll einfach weiterhin ihren Job machen und die Miliz in den Gemeinden bei ihrer Aufgabe unterstützen.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Die Kulturpflegestrategie beinhaltet sowohl die Archäologie als auch die Denkmalpflege. Der Teil zur Archäologie wurde in der BiK und auch hier zur Kenntnis genommen. Zur Denkmalpflege wurden Planungserklärungen eingereicht. Die Planungserklärung BiK 7 «Der beste Schutz eines Baudenkmals ist eine zeit- und objektgemässe Nutzung» ist aus meiner Sicht die wichtigste. Der Satz steht aber bereits in der Strategie. Was soll er dann hier noch einmal als Planungserklärung? Der beste Schutz vor dem Zerfall ist eine Nutzung. Das will im Klartext heissen, dass die Denkmalpflege keine Verhinderungsbehörde sein darf. Vor allem in ländlichen Gebieten darf es, wenn Bauten schützenswert sind, nicht mehr heissen, dass man die Hände davon lassen solle. Dies weil ein Umbau und dessen Planung nur Mehrkosten und Ärger mit der Denkmalpflege bedeute und man es deswegen doch besser ganz sein lasse. Bereits im Herbst habe ich mich intensiv mit der Kulturpflegestrategie auseinandergesetzt. Mehr dazu werde ich am Schluss meines Votums sagen.

Mit der neuen Strategie, die gut und klar ist, den dazugehörigen Planungserklärungen, einer Reduktion der Anzahl der Objekte und allfällig anzupassenden Gesetzen schaffen wir es, das Hauptziel zu erreichen; nämlich zu unseren schönen Weilern, Dörfern und Städten, unserem kulturellen Erbe, das den Kanton Bern auch ausmacht, Sorge zu tragen.

Die BDP äussert sich folgendermassen zu den Planungserklärungen: Diese wurden in der Fraktion sehr ausgiebig und – ich gebe es zu – zum Teil auch kontrovers diskutiert. Es haben ja auch nicht alle Planungserklärungen die richtige Flughöhe. Wir haben diskutiert, ob nun 3 oder 5 Jahre oder 6 oder 7 Prozent oder ob überhaupt eine Zahl nötig sei. Es wurden viele gute Argumente und Gegenargumente geliefert. Schlussendlich stimmen wir grossmehrheitlich bis einstimmig allen Planungserklärungen der BiK zu, so, wie sie vorliegen. Die übrigen Planungserklärungen werden wir mehrheitlich ablehnen. Eine Ausnahme besteht bei der Planungserklärung 5. Die BiK-Version wurde zurückgezogen, da aber kein grosser Unterschied zur SVP-Version besteht, stimmen wir mehrheitlich dieser zu.

Und nun komme ich zu meinem angekündigten Schluss. Im Juli 2014 haben wir unser Bauernhaus aus den Jahren 1883/84 total geräumt. Nun renoviert es unser Sohn, Michael, der Zimmermann ist. Es ist geplant, zwei Wohnungen einzubauen, vorher existierte nur eine. Damit wird der Raum viel besser ausgenützt. Das Haus ist schützenswert und die Denkmalpflege hat mitgeredet. Michael und seine Freundin, die Hochbauzeichnerin ist und gerade an der Höheren Fachschule für Technik TEKO eine Ausbildung zur Bauführerin abgeschlossen hat, haben viel Zeit in die Planung investiert und hatten viele Sitzungen sowohl mit der Denkmalpflege wie auch mit Baufachleuten wegen der Umsetzung. Kompromisse waren eindeutig nötig. Ich habe mich dabei manchmal auch aufgeregt. Michael sagt aber nun, es sei zwar ein harter Prozess gewesen, aber jetzt sei es gut. Das habe ich mir für den politischen Prozess der Kulturpflegestrategie auch gewünscht. Es war hart, aber am Schluss sollten wir alle sagen können, dass es nun gut ist.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Worum geht es hier? Es geht darum, wie wir mit unseren Kulturgütern, unseren Traditionen und Ausdrucksformen umgehen. Es geht darum, wie wir unsere Werte erhalten und pflegen. Bei der Kulturstrategie geht es explizit um die Archäologie und die Denkmalpflege. Bau- und Kunstdenkmäler stellen einzigartige und unersetzliche Zeugen der Geschichte dar und sind materielle Zeugnisse von handwerklichem und technischem Know-how. Sie sind im weitesten Sinn auch Informationsspeicher. Als solchen kommt den Kulturgütern, sowohl im regionalen, nationalen wie auch internationalen Kontext eine identifikationsstiftende Funktion zu. Der Denkmalpflege kommt also mit der Erfassung, Bewertung und dem sachgerechten Umgang mit dem kulturellen Erbe ein öffentlicher Auftrag zu. Kulturgüter sind ein spezielles kulturelles Erbe. Wir können uns ihnen nicht entziehen, so wie wir dies bei einem Film oder schlechter Musik können. Bei einem Film kann ich aus dem Kino hinausgehen oder beim Fernsehen das Programm wechseln. Bei der Musik kann ich den CD-Player abstellen. Kulturgüter und Baudenkmäler hingegen stehen da und an denen muss ich tagtäglich vorbeilaufen. Ich, als Stadtbernerin, habe das grosse Privileg, in einer der schönsten Städte zu leben. Warum ist Bern eine der schönsten Städte? Grund dafür ist, dass gerade hier eine sinnvolle, kluge und sorgfältige Denkmalpflege betrieben wurde. Seien wir doch stolz auf das, was wir haben und tragen wir Sorge dazu! Es ist eine wichtige und eigentlich auch schöne Aufgabe, sich um unser bauliches Erbe zu kümmern und die besonderen Werte und Qualitäten dieser Baudenkmäler zu vermitteln. Aus diesem Grund ist es für mich schon ein wenig

befremdlich, dass gerade diejenige Partei, die sich sonst Tradition und nationale Identität immer gross auf die Fahne schreibt, hier mit einer unglaublichen Inbrunst eine Demontage der Denkmalpflege betreibt. Diese Bemerkung konnte ich mir leider nicht verkneifen.

Die vorliegende Kulturpflegestrategie gefällt der SP-JUSO-PSA-Fraktion ausserordentlich. Sie setzt ein starkes und stolzes Bekenntnis zum kulturellen Erbe im Kanton Bern. Vor allem betrachtet sie das kulturelle Erbe nicht als Last, sondern als Chance. Sie betrachtet es als Chance für die Standortattraktivität und dadurch auch als wichtigen volkswirtschaftlichen Nutzen. Unserer Meinung nach wird mit der Strategie genau dieser Nutzen unterstützt. Die ganze Kulturpflegestrategie steht unter den folgenden Maximen. Erstens der Priorisierung, was bedeutet, so wenig wie möglich, aber so viel nötig zu schützen. In Bezug auf die Archäologie heisst das beispielsweise, dass eigentlich die beste Grabung diejenige ist, die nicht stattfindet und die beste Fundstelle diejenige, die man so belassen kann, wie sie bereits seit Jahrhunderten konserviert worden war. Eine weitere Maxime ist die wissenschaftliche Betreuung. Es ist wichtig, dass die Beurteilung der Baudenkmäler nicht nach rein ästhetischen oder tagesaktuellen Gesichtspunkten betrieben wird, sondern wissenschaftlich identifiziert und objektiv bewertet und inventarisiert wird. Im Kanton Bern existiert ein grosses und gutes Inventar all unserer Kulturdenkmäler. Die dritte Maxime ist die Kommunikation. Hier befindet sich wahrscheinlich einer der wichtigsten und zentralsten Punkte und wahrscheinlich auch der Ursprung ganz vieler Missverständnisse und Diskussionen hier im Rat. Es gibt noch viel zu viele Menschen, die denken, dass die Denkmalpflege die Bewilligungsinstanz ist. Mich hat es erstaunt, als ich in der Strategie gelesen habe, wie viele Architekten und auch Bewilligungsbehörden davon überzeugt sind, dass letztlich die Denkmalpflege entscheiden würde. Das tut sie aber nicht. Wir sind aber der Meinung dass dies nicht das Problem der Architekten und der Bewilligungsbehörden ist. Es besteht vor allem, weil die Denkmalpflege dazu nicht adäquat und richtig kommuniziert hat. Wir sind der Meinung, dass in den nächsten Jahren hierzu ein grosser Nachholbedarf besteht.

Was im Bauinventar aufgenommen worden ist, ist nicht unter Schutz gestellt. Das Inventar widerspiegelt nur die Meinung der Denkmalpflege, was aus ihrer Sicht erhaltenswert oder schützenswert ist. (*La présidente interrompt l'oratrice.*) Ich hätte noch viel zu sagen ...

La présidente. Encore une phrase.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Ich sage nur noch kurz etwas zu der Kategorie «erhaltenswert». Wir sind klar der Meinung, das sei eine wichtige Kategorie. Denn ein Gebiss, in dem sich nur ganz wenige schützenswerte Zähne befinden und bei dem alles andere weg ist, ist auch kein schönes Gebiss. Behalten wir doch auch die ein bisschen weniger schönen Zähne und können dafür damit gut essen.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). (*La présidente agite sa cloche.*) Zu später Stunde versuche ich mich kurz zu fassen. Grundsätzlich sind aus Sicht der FDP die strategischen Ziele der kantonalen Kulturpflegepolitik richtig formuliert und so auch sinnvoll umsetzbar. Betreffend die Aufgaben des archäologischen Diensts, sind wir mit der vorgelegten Strategie sicher auf dem richtigen Weg. Hingegen sind wir, was die Denkmalpflege betrifft, der Meinung, es sei nun der richtige Zeitpunkt, um ein Zeichen zu setzen und die vorliegenden Planungserklärungen der BiK zu unterstützen. In Dörfern und Zentren soll verdichtet gebaut und bestehende Häuser sollen besser genutzt werden können. Will man das umsetzen, muss man die Strategie ändern. Die FDP-Fraktion wird deshalb allen Planungserklärungen der BiK zustimmen. Bei den Punkten 5 und 6 stimmen wir den Ergänzungen von Käthi Wälchli zu. Bei Punkt 7 stimmen wir ebenfalls dem Zusatz von Markus Wenger zu. Alle anderen, noch bestehenden Planungserklärungen, lehnen wir ab.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Vor einem Jahr habe ich Regierungsrat Pulver gefragt, ob es möglich wäre, das Inventar der denkmalgeschützten Gebäude zu verkleinern. Seine Antwort lautete, dass man das auch wolle, dafür aber 10 Jahre nötig seien. Solange wollte ich nicht warten. Darum bin ich sehr froh, haben wir seit November das Thema Denkmalpflege ein bisschen gründlicher anschauen können. Die Planungserklärungen zur Kulturpflegestrategie sollen helfen, die vorhandenen Mängel der Denkmalpflege aufzudecken und zu verbessern. In der EDU-Fraktion werden wir wie folgt abstimmen: Wir unterstützen alle Planungserklärungen BiK, die Planungserklärung Wälchli als Ersatz zu BiK 5, die Planungserklärung Wälchli als Ergänzung zu BiK 6 und die Planungserklärung Wenger zur intensiveren Nutzung auf Seite 4. Alle anderen lehnen wir ab.

La présidente. J'ai donc eu tous les groupes. Demain matin, nous aurons les intervenants à titre individuel, s'il y en a, M. le directeur de l'instruction publique, Mme la présidente et ensuite nous voterons. Je vous souhaite une bonne soirée et une bonne rentrée. La séance est close.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 18 heures 55.

Les rédactrices :

Andrea Trachsel (d)

Catherine Graf Lutz (f)